

4 / 13 - 647 / 2 - 88 / 89

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

17 JANVIER 1989

BUDGET

**du Ministère des Classes moyennes
pour l'année budgétaire 1988 (07)**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE
LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DES
CLASSES MOYENNES (1)

PAR
MME KESTELYN-SIERENS

Ce budget a été examiné en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :
Président : M. Baldewijns.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. Beerden, Cauwenberghs, Mmes Kestelyn-Sierens, Nelis-Van Liedekerke, M. Van Looy.	M. Desutter, Mme Merckx-Van Goey, MM. Moors, Olivier (M.), Steverlynck, Van Parys.
P.S. MM. Gilles, Happart, Harmegnies (Y.), Janssens, Santkin.	Mlle Burgeon (C.), MM. Charlier (G.), De Raet, Leroy, Vancrombruggen, N.
S.P. MM. Baldewijns, Coppens, Gesquiere, Peuskens.	M. Bossuyt, Mme Duroi-Vanhelmont, MM. Timmermans, Vanderheyden, Van Steenkiste.
P.V.V. MM. Decoster, Denys, Verberckmoes.	MM. Berben, Deswaene, Flamant, Mahieu.
P.R.L. MM. Cornet d'Elzjus, Hazette.	MM. Ducarme, Henrotin, Munde-leer.
P.S.C. MM. Antoine, Lebrun.	MM. Beaufays, Gehlen, Laurent.
V.U. M. Pillaert.	Mme Brepoels, M. Vervaet.
Ecolo/ Agalev M. Van Durme.	MM. Cuyvers, Daras.

Voir :

4 / 13 - 647 - 88 / 89 :

— N° 1 : Budget transmis par le Sénat.

4 / 13 - 647 / 2 - 88 / 89

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1988-1989

17 JANUARI 1989

BEGROTING

**van het Ministerie van Middenstand
voor het begrotingsjaar 1988 (07)**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE LANDBOUW EN DE
MIDDENSTAND (1)

UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW KESTELYN-SIERENS

Deze begroting werd besproken in openbare commissievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :
Voorzitter : de heer Baldewijns.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Beerden, Cauwenberghs, Mevr. Kestelyn-Sierens, Nelis-Van Liedekerke, H. Van Looy.	H. Desutter, Mevr. Merckx-Van Goey, HH. Moors, Olivier (M.), Steverlynck, Van Parys.
P.S. HH. Gilles, Happart, Harmegnies (Y.), Janssens, Santkin.	Mej. Burgeon (C.), HH. Charlier (G.), De Raet, Leroy, Vancrombruggen, N.
S.P. HH. Baldewijns, Coppens, Gesquiere, Peuskens.	H. Bossuyt, Mevr. Duroi-Vanhelmont, HH. Timmermans, Vanderheyden, Van Steenkiste.
P.V.V. HH. Decoster, Denys, Verberckmoes.	HH. Berben, Deswaene, Flamant, Mahieu.
P.R.L. HH. Cornet d'Elzjus, Hazette.	HH. Ducarme, Henrotin, Munde-leer.
P.S.C. HH. Antoine, Lebrun.	HH. Beaufays, Gehlen, Laurent.
V.U. H. Pillaert.	Mevr. Brepoels, H. Vervaet.
Ecolo/ Agalev H. Van Durme.	HH. Cuyvers, Daras.

Zie :

4 / 13 - 647 - 88 / 89 :

— N° 1 : Begroting overgezonden door de Senaat.

MESDAMES, MESSIEURS,

Ce budget a été examiné par votre commission le 20 décembre 1988.

I. — EXPOSE DU SECRETAIRE D'ETAT AUX CLASSES MOYENNES

« Conçu par mon prédécesseur auquel je me rallie collégialement, le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1988 est pratiquement consommé.

Je crois donc ne pas avoir à y revenir en détail, d'autant plus qu'il a fait l'objet d'un rapport documenté de la Commission du Sénat.

En fait, il s'agit d'un tout petit budget puisque si l'on en extrait les subventions au statut social (4,15 milliards de F en dépenses courantes pour les prestations familiales et 1,2 milliard de F en dépenses en capital pour l'amortissement de la dette-pension) il reste 1,5 milliard de F.

Ce montant de 1,5 milliard de F est affecté pour plus de la moitié au Fonds de Garantie et au Fonds d'expansion économique, le solde étant destiné aux frais de fonctionnement du département et des institutions placées sous sa tutelle : Institut et Conseil supérieur des Classes moyennes.

La subvention organique au régime d'allocations familiales s'élève à 6,4 milliards de F. Elle est réduite du boni du régime (3,3 milliards de F) après prélèvement, sur ce boni, de l'amortissement de la dette-pension, d'où le montant du crédit figurant à l'article 42.01 du budget : 4,15 milliards de F.

Quant à la subvention au régime de pension qui figure au budget des pensions, elle est réduite de 8 milliards représentant le produit estimé, mais surfait, de la cotisation de consolidation.

Telles sont les données budgétaires essentielles.

*
* *

La Commission du Sénat a consacré une bonne partie de ses travaux à l'analyse de la place qu'occupent les PME et les indépendants dans notre économie.

Un bref commentaire des graphiques joints au rapport du Sénat (Doc. n° 332-2, S.E. 1988) permet d'en faire la synthèse.

Le graphique de la page 31 souligne la progression de l'emploi dans les PME : 53 500 emplois supplémentaires de 1984 à 1987.

L'emploi dans les PME atteint ainsi un niveau bien supérieur à ce qu'il a jamais été avant la crise.

DAMES EN HEREN,

Deze begroting werd door uw commissie besproken op 20 december 1988.

I. — UITEENZETTING VAN DE STAATSSECRETARIS VOOR MIDDENSTAND

« De begroting van het Ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1988 werd opgesteld door mijn voorganger bij wie ik mij collegiaal aansluit; die begroting is zo goed als opgebruikt.

Ik meen daar derhalve niet meer in detail te moeten op terugkomen, temeer daar de begroting het voorwerp uitgemaakt heeft van een omstandig verslag in de Senaatscommissie.

In feite gaat het hier om een heel kleine begroting waarvan slechts 1,5 miljard F overblijft na aftrek van de toelagen voor het sociaal statuut, (4,15 miljard F in lopende uitgaven voor de gezinsuitkeringen en 1,2 miljard F als kapitaaluitgaven voor de delging van de pensioenschuld).

Genoemd bedrag van 1,5 miljard F gaat voor meer dan de helft naar het Waarborgfonds en naar het Fonds voor de Economische Expansie, terwijl de rest besteed wordt aan de werkingskosten van het departement en aan de instellingen die onder zijn toezicht staan : het Instituut en de Hoge Raad voor de Middenstand.

De organieke toelage voor het stelsel van de gezinsbijslagen bedraagt 6,4 miljard F. Zij wordt afgenomen van de boni van het stelsel (3,3 miljard F), na aftrek van de delging van de pensioenschuld; vandaar het krediet dat voorkomt in artikel 42.01 van de begroting : 4,15 miljard F.

De toelage voor de pensioenregeling die in de begroting van pensioenen is opgenomen, wordt vermindert met 8 miljard, zijnde de geraamde maar overschatte opbrengst van de consolidatiebijdrage.

Ziedaar de voornaamste budgettaire gegevens.

*
* *

De Senaatscommissie heeft een groot deel van haar werkzaamheden gewijd aan de plaats die aan de KMO's en aan de zelfstandigen in onze economie toekomt.

Aan de hand van de bij het senaatsverslag (Stuk n° 332-2, B.Z. 1988) gevoegde grafieken kan daar, met een bondig commentaar, een synthese van gemaakt worden.

Uit de grafiek op bladzijde 31 blijkt hoe de werkgelegenheid bij de KMO's toegenomen is : 53 500 extra banen van 1984 tot 1987.

De werkgelegenheid bij de KMO's bereikt aldus een peil dat veel hoger ligt dan vóór de crisis ooit het geval is geweest.

Pendant la même période, les entreprises de 50 travailleurs et plus perdaient encore 11 500 emplois. C'est ainsi que la main d'œuvre du secteur privé tend progressivement à devenir aussi importante dans les PME que dans les autres entreprises : elle en représentait 38 % en 1974, 43 % en 1984 et 45 % aujourd'hui.

Le deuxième graphique indique clairement l'évolution de l'emploi selon la dimension des entreprises. On y remarque que ce sont les petites entreprises de 5 à 9 travailleurs qui connaissent la progression la plus importante. Quant à l'évolution tout à fait divergente qui apparaît entre les entreprises qui se situent juste en-dessous et juste au-dessus de la barre des 50 travailleurs, elle s'explique sans doute aussi par un glissement entre ces deux classes.

Les graphiques de la page 32 soulignent les grandes différences d'une région à l'autre avec cependant un dénominateur commun, la nette reprise à partir de l'année 1984.

Les graphiques de la page 34 montrent l'évolution du nombre d'indépendants. Entre 1984 et 1987, il augmente de $\pm 20\ 000$ dont 12 000 à titre principal. Avec les emplois supplémentaires créés dans les PME au cours de la même période de trois ans, l'augmentation totale atteint ainsi 73 000.

Mais, contrairement à l'évolution de l'emploi dans les PME, la progression du nombre d'indépendants est plus importante en Région wallonne, ce qui s'explique sans doute par le fait que les chômeurs plus nombreux tentent d'en sortir en s'établissant comme indépendants, ce qui est louable dans la mesure où ils sont suffisamment armés pour ne pas courir à l'échec.

Les graphiques de la page 35 donnent une idée de la répartition des revenus au sein de chaque catégorie sociale. Ils confirment ce que l'on savait déjà, à savoir que le groupe des indépendants est celui des extrêmes. Les sociologues relèvent à ce sujet que l'on parle « des » classes moyennes alors que l'on parle de « la » classe ouvrière. Si l'on considère comme moyen un revenu professionnel qui se situe entre 300 000 francs et un million, on constate qu'il n'y a qu'un peu plus de la moitié des indépendants qui se retrouve dans cette tranche, alors qu'elle regroupe les 3/4 des travailleurs salariés. Il y a, par contre, plus de gros revenus chez les indépendants, mais aussi une masse importante — près d'un tiers — de revenus qui se situent bien en-deçà du salaire minimum garanti.

Enfin, les graphiques de la page 37 donnent une image assez saisissante de l'évolution du groupe des indépendants au cours des 15 dernières années.

Les indépendants à titre principal ont diminué de 40 000 unités, tandis qu'il y a une augmentation de plus de 150 000 pensionnés due surtout aux pensions des femmes et des veuves.

Un fait remarquable aussi, c'est l'augmentation considérable d'assujettis qui ne paient pas de cotisa-

Gedurende hetzelfde tijdvak gingen in de bedrijven met 50 en meer werknemers nog 11 500 betrekkingen verloren. Het aantal werknemers in de privé-sector is aldus bij de KMO's mettertijd even belangrijk aan het worden als bij de overige bedrijven : dat aantal bedroeg in 1974 38 %, in 1984 43 % en thans 45 %.

De tweede grafiek geeft duidelijk de ontwikkeling van de werkgelegenheid volgens de dimensie van de bedrijven weer. Opvallend hierbij is dat de kleine bedrijven met 5 tot 9 werknemers de meest forse vooruitgang hebben gekend. De geheel verschillende ontwikkeling bij de bedrijven die juist onder en juist boven de grens van de 50 werknemers te situeren zijn, is wellicht ook te verklaren door een verschuiving tussen die beide categorieën onderling.

De grafieken op bladzijde 32 wijzen op grote verschillen tussen de Gewesten met als grootste gemene deler echter een forse stijging vanaf 1984.

De grafieken op bladzijde 34 tonen het verloop van het aantal zelfstandigen. Tussen 1984 en 1987 nam hun aantal toe met $\pm 20\ 000$, van wie 12 000 hun beroep als hoofdbaan uitoefenden. Samen met de bij de KMO's tijdens dezelfde periode van 3 jaar gecreëerde extra-arbeidsplaatsen, bereikt de totale stijging aldus 73 000.

In tegenstelling met de ontwikkeling van de werkgelegenheid bij de KMO's is de stijging van het aantal zelfstandigen evenwel forser in het Waalse Gewest wat wellicht te verklaren is door het feit dat de aldaar talrijkere werklozen proberen er weer bovenop te komen door zich als zelfstandige te gaan vestigen en dat is een lofwaardig initiatief mits zij voldoende « gewapend » zijn om niet te mislukken.

De grafieken op bladzijde 35 geven een idee van de verdeling van de inkomsten bij iedere sociale categorie. Zij bevestigen wat men reeds wist, met name dat de groep van de zelfstandigen die van de uitersten is. De sociologen wijzen er in dat verband op dat men het in het Frans altijd heeft over « les » classes moyennes terwijl men spreekt van « la classe ouvrière ». Neemt men als gemiddelde een bedrijfsinkomen tussen 300 000 frank en 1 000 000 frank dan constateert men dat slechts iets meer dan de helft van de zelfstandigen tot die tranche behoort, ofschoon zij 3/4 van het totale aantal werknemers omvat. Er zijn daarentegen meer grote inkomens bij de zelfstandigen doch ook een massa — bijna een derde — inkomsten die een heel eind onder het gewaarborgd minimumloon liggen.

Uit de grafieken van bladzijde 37, ten slotte, blijkt dat de groep der zelfstandigen in de loop van de voorbije 15 jaar een vrij opvallende evolutie heeft gekend.

Het aantal personen met een zelfstandig hoofdberoep is met 40 000 eenheden gedaald, terwijl er meer dan 150 000 gepensioneerden bijgekomen zijn, vooral ten gevolge van de uitkering van pensioenen aan vrouwen en weduwen.

Opmerkelijk is ook de aanzienlijke stijging van het aantal verzekeringsplichtigen die geen of een be-

tions ou qui paient une cotisation réduite (plus de 40 000), si bien que le nombre de cotisants à part entière par rapport au nombre de pensionnés est en diminution constante : en 1973, il y en avait 18 pour 10 pensionnés; il n'en reste plus aujourd'hui que 11.

*
* *

Quelle politique pour les classes moyennes?

Un programme d'impulsion a été préparé par le Ministre et les Secrétaires d'Etat aux Classes moyennes et aux PME. Ce programme recense les principaux problèmes et les solutions à y apporter tout au long de la vie de l'entreprise : l'indépendant s'établit, il devient employeur, l'entreprise se développe, enfin elle s'éteint ou, mieux, elle se transmet.

L'inventaire de ces problèmes souligne une évidence : c'est qu'ils relèvent bien davantage des titulaires d'autres départements que de ceux qui ont les classes moyennes dans leurs attributions. Ces derniers ne peuvent donc qu'être des intermédiaires auprès de leurs collègues des Finances, des Affaires économiques, du Commerce extérieur, de la Justice, et cetera... et aussi auprès des Exécutifs communautaires et régionaux puisque les problèmes essentiels de la formation permanente et de l'expansion économique relèvent de ces Exécutifs.

A propos de l'établissement comme indépendant, je ne dois pas rappeler l'importance de la formation professionnelle — matière communautarisée — en relation notamment avec l'accès à la profession, matière qui reste de compétence nationale. On voit immédiatement la nécessité d'une coordination des politiques en ces domaines. La perspective du grand marché européen de 1992 oblige à un effort maximum pour doter les classes moyennes du bagage nécessaire en matière de comptabilité et de gestion.

Ceci s'imposera notamment dans le secteur de la distribution qui échappe jusqu'ici à toute condition d'accès à la profession. Une formule de réglementation souple et progressive devra être recherchée en concertation avec les milieux concernés.

Deuxième étape de la vie de l'entreprise : l'engagement des premiers travailleurs.

Ce qui était prévu à cet égard dans le programme d'impulsion a été concrétisé, en grande partie, par la loi-programme.

C'est ainsi que les différents arrêtés numérotés : 111 (plan + un), 494 (plan + deux) et 498 (embauche des jeunes et chômeurs de longue durée) ont été repris et fusionnés par l'article 111 de cette loi.

perkte bijdrage betalen (meer dan 40 000). Dat heeft tot gevolg dat het aantal volwaardige bijdragebetalers in vergelijking met het aantal gepensioneerden voortdurend daalt : in 1973 was de verhouding 18 tegen 10 gepensioneerden, tegenwoordig is de verhouding nog slechts 11 tegen 10.

*
* *

Welk beleid voeren voor de middenstand?

De Minister en de Staatssecretarissen voor de Middenstand en de KMO's hebben een programma uitgewerkt dat nieuwe impulsen moet geven. In dat programma worden de belangrijkste problemen opgesomd, evenals de oplossing die er in de loop van het bestaan van de onderneming voor kunnen worden gevonden : de zelfstandige vestigt zich, hij wordt werkgever, de onderneming breidt uit en gaat ten slotte teniet of beter nog : ze wordt overgedragen.

Wanneer men die problemen aldus op een rijtje zet, blijkt duidelijk dat zij meestal ressorteren onder de bevoegdheid van andere Ministers en Staatssecretarissen dan die van de Middenstand. Laatstgenoemden kunnen dus niet meer dan bemiddelen bij hun collega's van Financiën, Economische Zaken, Buitenlandse Handel, Justitie, enzovoort... en bij de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven, aangezien de essentiële problemen inzake voortgezette opleiding en economische expansie ressorteren onder de bevoegdheid van die Executieven.

In verband met de vestiging als zelfstandige hoef ik niet te herinneren aan het belang van de beroepsopleiding — een gecommunautariseerde aangelegenheid — met name inzake de toegang tot het beroep — een aangelegenheid die tot de nationale bevoegdheden blijft behoren. Men ziet dadelijk dat er nood is aan coördinatie tussen de diverse beleidslijnen. Met het oog op de grote Europese markt van 1992, moet een inspanning gedaan worden om de middenstand inzake boekhouding en management de nodige kennis mee te geven.

Dat zal vooral nodig zijn in de sector van de distributie, waar op dit ogenblik nog geen enkele voorwaarde is gesteld voor de toegang tot het beroep. In overleg met de betrokken milieus moet een soepele en geleidelijke regelgeving worden nagestreefd.

Tweede etappe in het leven van de onderneming : de aanwerving van jonge werknemers.

Aan wat in dat opzicht was voorzien in het impulsprogramma werd grotendeels uitvoering gegeven door de programmawet.

Aldus werden de verschillende genummerde besluiten : 111 (plan + één), 494 (plan + twee) en 498 (rekrutering van jongeren en langdurig werklozen) overgenomen en samengevoegd in artikel 111 van deze wet.

D'autre part, l'opération MARIBEL-majorée (réduction des charges sociales pour les entreprises de moins de 50 personnes) a été maintenue sans aucune condition par un amendement à la loi-programme suite à l'accord interprofessionnel.

La formule de redistribution des charges sociales entre grandes et petites entreprises (restitution au cours du 2^{ème} trimestre des cotisations patronales payées au cours de l'exercice précédent) a également été reconduite.

Enfin, l'immunisation fiscale de 150 000 francs par travailleur supplémentaire embauché qui venait à expiration fin décembre 1988 est prorogée pour 1989.

Troisième étape du parcours, celle qui est déterminante pour l'économie et l'emploi : le développement de l'entreprise.

Les problèmes qui se posent à ce stade portent essentiellement sur l'accès au capital, le desserrage des freins administratifs et réglementaires et la coopération.

— L'accès au capital, c'est d'abord l'encouragement aux investissements en fonds propres. A cet égard, la réforme fiscale prolonge heureusement, pour les entreprises de moins de 20 personnes le système de la déduction fiscale en régime étalé, c'est-à-dire sur la base de l'annuité de l'amortissement. La même réforme permet d'autre part la déduction des intérêts des capitaux empruntés en vue d'acquérir des actions de la société dans laquelle les associés exercent leur activité.

— L'accès au capital pour les PME, c'est aussi le maintien d'un réseau de crédit spécifique avec les outils précieux que sont le Fonds de Garantie et le Fonds de Participation. La réforme de nos institutions et la restructuration en vue des IPC ne peuvent conduire à dénaturer ce réseau qui a fait ses preuves.

— Desserrer les freins administratifs et réglementaires, c'est alléger les contraintes et les formalités qui pèsent sur les PME.

On ne pourra certes pas supprimer du jour au lendemain un tas de formalités et de contrôles qui se superposent, mais il est possible, au sein de la Commission COMFORM d'abord, au sein d'une Commission interdépartementale investie de pouvoirs réels ensuite de limiter la faculté qu'ont actuellement chaque administration et même chaque service de créer leurs propres formulaires.

— Enfin, la coopération entre PME est un maître-mot à la veille du grand marché européen. C'est une des conditions pour ouvrir aux entreprises de dimension modeste l'accès à certains marchés intérieurs et extérieurs.

La sous-traitance, le franchisage, les groupements d'intérêt économique devront faire l'objet de législations appropriées d'autant plus nécessaires que les

Voorts werd de operatie Maribel-plus (vermindering van de sociale lasten voor de bedrijven met minder dan 50 werknemers) onvoorwaardelijk behouden voorwaarden, via een amendement op de programmawet tengevolge van het interprofessioneel akkoord.

De formule van de herverdeling van de sociale lasten tussen de grote en de kleine bedrijven (terug-gave tijdens het tweede kwartaal van de in het vorige boekjaar betaalde werkgeversbijdrage) werd eveneens verlengd.

Tot slot wordt de belastingvrijstelling van 150 000 frank per bijkomende aangeworven werknemer die op einde december 1988 verstreek, verlengd voor 1989.

Derde etappe van het parcours, die van beslissende invloed is op de economie en de werkgelegenheid : de ontwikkeling van de onderneming.

De problemen die in dat stadium aan de orde komen hebben in hoofdzaak betrekking op de toegang tot het kapitaal, het loszetten van « bestuurlijke en verordeningssremmen » en de samenwerking.

— De toegang tot het kapitaal is in de eerste plaats de aanmoediging om te investeren in eigen fondsen. In dat verband verlengt de belastinghervorming voor ondernemingen met minder dan 20 werknemers gelukkig het stelsel van de belastingaftrek in gespreide vorm, dit wil zeggen op basis van de annuïteit van de aflossing. Dankzij diezelfde hervorming kunnen anderzijds de renten worden afgetrokken van de kapitalen die ze hebben geleend om aandelen te verwerven in de vennootschap waarbij de vennoten hun activiteit uitoefenen.

— De toegang tot het kapitaal voor de KMO's is ook de instandhouding van een specifiek kredietnet met twee waardevolle instrumenten, namelijk het Waarborgfonds en het Participatiefonds. De hervorming van onze instellingen en de herstructurering met het oog op de OKI's mogen dat net dat zijn degelijkheid heeft bewezen niet ontwrichten.

— Het loszetten van de « bestuurlijke en verordeningssremmen » betekent dat de verplichtingen en formaliteiten die op de KMO's wegen aanzienlijk worden verlicht.

Uiteraard zal een hoop opeengestapelde formaliteiten en controles niet van de ene dag op de andere kunnen worden afgeschaft, maar het is mogelijk eerst in de Commissie « COMFORM » en vervolgens in een interdepartementale commissie met echte bevoegdheden de mogelijkheid te beperken die elk bestuur en zelfs elke dienst vandaag hebben om hun eigen formulieren te bedenken.

— Ten slotte is de samenwerking tussen de KMO's een « must » op de « vooravond » van de grote Europese markt. Zij is een van de voorwaarden om bedrijven met bescheiden dimensies toegang te verlenen tot bepaalde binnenlandse en buitenlandse markten.

Voor de onderaanneming, de franchisering en de groeperingen van economisch belang zijn geëigende wetten des te noodzakelijker daar de EEG-verorde-

règlements de la CEE nous contraignent à mettre en œuvre les groupements européens d'intérêt économique.

Dernière étape de la vie de l'entreprise : sa cessation ou sa transmission.

La cessation fait figure de suicide lorsqu'il s'agit d'entreprises saines qui s'éteignent à défaut d'avoir assuré la relève. Pourquoi déployer tout un arsenal de mesures pour encourager la création de nouvelles entreprises alors qu'on laisse disparaître des entreprises performantes. Le problème va se poser de manière d'autant plus aiguë dans les prochaines années que beaucoup de ceux qui ont créé leur entreprise dans la période d'après-guerre arrivent à l'âge de la retraite sans avoir préparé leur succession. C'était d'ailleurs le thème d'une récente journée d'étude organisée par la Fondation Roi Baudouin. Ceci impose d'abord un état d'esprit, mais aussi l'aménagement d'une série de dispositions légales en matière de droits de succession, de donations et, de faillites, ainsi que le maintien, en cas de reprise, des droits conférés aux chefs d'entreprise.

*
* *

Dans ce bref inventaire, j'ai indiqué les mesures déjà réalisées. Il me reste un mot à dire de celles qui sont en voie de l'être.

— Le remplacement de la cotisation de consolidation à partir de janvier prochain par un système plus simple intégré au statut social des indépendants a été longuement examiné au sein de cette Commission.

— Le problème de la charge que représentent pour les débutants les cotisations au statut social doit trouver, parallèlement au remplacement de la cotisation de consolidation, une solution pour le 1^{er} janvier prochain. Une formule nouvelle va être instaurée qui réduira cette charge lors des toutes premières années d'activité, ainsi qu'au moment de la régularisation des cotisations provisoires. Il est bien connu, en effet, que les régularisations qui interviennent lors de la quatrième année d'activité, tant sur le plan fiscal que sur le plan social, constituent souvent un cap difficile.

— En ce qui concerne la pension des indépendants, je rappelle que deux correctifs importants ont été apportés au régime au cours des dernières années. Le premier a consisté à remplacer le régime du forfait par celui d'une pension proportionnelle aux cotisations versées à partir de 1984. Le second a porté sur le montant de la pension minimum en vue d'atteindre progressivement le montant du revenu garanti. La

ningen ons ertoe dwingen die Europese groeperingen van economisch belang tot stand te brengen.

Laatste fase in het leven van het bedrijf : de stopzetting of de overdracht ervan.

De stopzetting van een bedrijf heeft veel weg van zelfmoord als het gaat om gezonde bedrijven die wegsterven omdat niet voor de « aflossing van de wacht werd gezorgd ». Waarom komen aandragen met een enorm arsenaal van maatregelen ter aanmoediging van de oprichting van nieuwe bedrijven als men bedrijven die goed presteren laat verdwijnen. Dat vraagstuk zal zich de komende jaren des te acuter stellen daar velen van hen die, kort na de oorlog, een zaak hebben opgericht, weldra de pensioengerechtigde leeftijd gaan bereiken zonder aan hun opvolging te hebben gedacht. Dat probleem was trouwens aan de orde op een onlangs door de Koning Boudewijnstichting georganiseerde studiedag. Het gaat hier in de eerste plaats om een geestesgesteldheid maar daarnaast is ook de aanpassing van een reeks wettelijke bepalingen op het gebied van successierechten, schenkingen en faillissementen noodzakelijk, terwijl de aan de bedrijfshoofden toegekende rechten, in geval van overname van het bedrijf, moeten worden gehandhaafd.

*
* *

In deze korte inventaris heb ik de reeds genomen maatregelen op een rijtje gezet en nu moet ik nog een woord zeggen over die waaraan de laatste hand wordt gelegd.

— De vervanging, vanaf januari eerstkomend van de consolidatiebijdrage door een in het sociaal statuut der zelfstandigen geïntegreerde eenvoudige regeling, werd door de commissie lang onderzocht.

— Het vraagstuk van de last die de bijdragen voor het sociaal statuut betekenen voor beginnelingen behoort samen met de vervanging van de consolidatiebijdrage tegen 1 januari aanstaande te worden opgelost. Er zal een nieuwe formule worden gehanteerd waardoor die last, tijdens de allereerste activiteitsjaren alsmede op het ogenblik van de regularisatie van de voorlopige bijdragen, zal worden verlicht. Het is immers bekend dat de regularisaties die tijdens het vierde activiteitsjaar zowel op fiscaal vlak als op maatschappelijk vlak plaatsvinden, vaak heel wat moeilijkheden veroorzaken.

— In verband met het pensioen van de zelfstandigen herinner ik eraan dat de laatste jaren twee belangrijke verbeteringen in de desbetreffende regeling werden aangebracht. De eerste bestond in de vervanging van de forfaitaire regeling door die van een pensioen dat evenredig is aan de vanaf 1984 gestorte bijdragen. De tweede betrof het minimum pensioenbedrag om geleidelijk het bedrag van het gewaar-

première des 5 étapes à franchir l'a été au 1^{er} janvier 1988. La seconde le sera au 1^{er} janvier 1989.

C'est ainsi que le minimum mensuel pour une carrière complète, qui est passé de 16 169 francs à 17 115 francs au 1^{er} janvier dernier sera porté à 18 528 francs au 1^{er} janvier prochain (taux ménage).

— Parallèlement à l'augmentation de la pension minimum, les indemnités journalières d'invalidité (après un an d'incapacité de travail) sont passées de 622 francs à 658 francs au 1^{er} janvier dernier et seront portées à 712 francs au 1^{er} janvier prochain (avec charge familiale).

— Enfin, les conjoints-aidants dont la situation fiscale a été sensiblement améliorée dans le cadre de la réforme fiscale verront, en application des directives européennes, instaurer à leur profit un régime facultatif d'assurance incapacité de travail et d'indemnité de maternité.

Je crois avoir, à l'occasion de l'examen tardif de ce budget, donné un aperçu de la situation des classes moyennes, des problèmes qui se posent à elles et d'un certain nombre de solutions immédiates en attendant que se dégagent, au sein du Gouvernement, d'autres perspectives plus larges et à plus long terme. »

II. — DISCUSSION GENERALE

1. Les petites et moyennes entreprises (PME)

a) *L'emploi dans les PME*

M. Gilles fait observer que le deuxième graphique de la page 31 du rapport du Sénat (Doc. n° 332-2, S.E. 1988) montre qu'il y a une différence importante, en ce qui concerne l'évolution de l'emploi, entre les entreprises occupant moins de 50 personnes et celles occupant plus de 50 personnes. Cette différence n'est manifestement pas due à l'obligation de créer un conseil d'entreprise à partir de 50 travailleurs, mais s'explique par le régime plus avantageux dont bénéficient les entreprises occupant moins de 50 personnes.

Réponse du Secrétaire d'Etat

Il est exact que l'augmentation de l'emploi dans les entreprises de 20 à 49 travailleurs s'explique en partie par un transfert en provenance des entreprises de 50 à 99 travailleurs.

La limite de 50 personnes constitue un seuil important tant par les obligations imposées aux entreprises au-delà de ce seuil, que par le souci de bénéficier de

borgd inkomen te bereiken. De eerste van de vijf etappes die moesten worden afgelegd, werd op 1 januari 1988 voltooid en de tweede zal op 1 januari 1989 achter de rug zijn.

Zo zal het maandelijks minimumbedrag voor een volledige loopbaan, dat op 1 januari laatstleden van 16 169 frank op 17 115 frank werd gebracht, met ingang van 1 januari eerstkomend worden verhoogd tot 18 528 frank (gezinsbedrag).

— Naast de stijging van het minimumpensioen werden de dagelijkse invaliditeitsvergoedingen (na 1 jaar werkonbekwaamheid) van 622 frank op 658 frank gebracht en zullen ze op 1 januari eerstkomend tot 712 frank worden verhoogd (met familielast).

— Ten slotte zullen de medewerkende echtgenoten wier fiscale toestand in het kader van de fiscale hervorming aanzienlijk werd verbeterd, overeenkomstig de Europese richtlijnen een facultatieve regeling kunnen genieten voor de werkonbekwaamheidsverzekering en de moederschapstoelage.

Ik geloof dat ik zodoende, naar aanleiding van de laattijdige bespreking van deze begroting, een overzicht heb geschetst van de toestand van de middestand, van de problemen die ter zake rijzen en van een aantal onmiddellijke oplossingen, in afwachting dat de Regering andere en ruimere perspectieven zal voorstellen die voor een langere termijn zullen gelden. »

II. — ALGEMENE BESPREKING

1. De kleine en middelgrote ondernemingen (KMO's)

a) *De tewerkstelling in de KMO's*

De heer Gilles merkt op dat uit de tweede grafiek op blz. 31 van het Senaatsverslag (Stuk n° 332-2, B. Z. 1988) blijkt dat er een opmerkelijk verschil is inzake de evolutie van de tewerkstelling, tussen ondernemingen met minder dan 50 werknemers en ondernemingen met meer dan 50 werknemers. Dit verschil is blijkbaar niet te wijten aan de verplichting om een ondernemingsraad op te richten vanaf 50 werknemers, maar aan een gunstiger regime voor ondernemingen met minder dan 50 werknemers.

Antwoord van de Staatssecretaris

De stijging van de tewerkstelling in de ondernemingen van 20 tot 49 werknemers wordt inderdaad gedeeltelijk verklaard door de overdracht die voortkomt uit de ondernemingen van 50 tot 99 werknemers.

De grens van 50 personen vormt een belangrijke drempel zowel door de verplichtingen opgelegd aan de ondernemingen boven die drempel als door het kun-

certaines dispositions réservées aux PME telle que le Maribel-majoré. Il faut signaler à ce propos que tous les travailleurs manuels assujettis à la sécurité sociale et qui prestent au moins 50 % de la durée du travail prévue par les conventions collectives entrent en ligne de compte pour la détermination des effectifs.

b) Accès des PME aux marchés publics et à l'exportation

M. Verberckmoes demande quelles initiatives le Gouvernement a prises pour promouvoir les débouchés en général et les exportations vers des pays tiers en particulier.

Réponse du Secrétaire d'Etat

Le programme d'impulsion pour les PME insiste sur l'application concrète de la circulaire ministérielle du Premier Ministre du 31 janvier 1983 relative à la répartition des projets en marchés moins importants accessibles aux PME.

En matière d'exportation, il prône l'idée de réserver au profit des PME une partie des interventions notamment du Fonds du Commerce extérieur et de l'Office du Ducroire, moyennant une adaptation des procédures et des délais d'octroi.

c) La cession d'entreprise

Dans le cadre du programme d'impulsion pour les indépendants et les PME, des mesures sont également prévues en ce qui concerne les droits de succession en cas de cession d'entreprise. *M. Verberckmoes* demande quelques éclaircissements à ce sujet.

Réponse du Secrétaire d'Etat

La journée d'étude qui y a été consacrée par la Fondation Roi Baudouin et l'enquête qui l'a précédée constituent d'utiles éléments de réflexion. Le programme d'impulsion propose une série de mesures concrètes en la matière.

2. Les indépendants

Les revenus des indépendants

M. Pillaert fait observer que le graphique de la page 35 du rapport du Sénat (Doc. n° 332-2, S.E. 1988) montre que les travailleurs indépendants sont moins bien lotis que les travailleurs salariés en ce qui concerne les revenus professionnels imposables.

Réponse du Secrétaire d'Etat :

Les chiffres mentionnés concernent les revenus imposables tant des indépendants (statistiques de

nen genieten van sommige bepalingen voorbehouden aan de KMO's zoals de verhoogde-Maribel. Hier moet men opmerken dat alle handarbeiders die bijdrageplichtig zijn aan de sociale zekerheid en die ten minste 50 % presteren van de werktijd voorzien door de collectieve overeenkomsten, in rekening worden gebracht voor de bepaling van de werkkrachten.

b) De toegang van de KMO's tot de overheidsopdrachten en de uitvoer

De heer Verberckmoes vraagt welke initiatieven de Regering genomen heeft om de afzetmogelijkheden in het algemeen en de export naar derde landen te bevorderen.

Antwoord van de Staatssecretaris

Het impuls-programma voor de KMO's dringt aan op de concrete toepassing van de ministeriële omzendbrief van de Eerste Minister van 31 januari 1983 over de verdeling van projecten in minder belangrijke opdrachten toegankelijk voor de KMO's.

Inzake export brengt hij de idee naar voor om een gedeelte van de interventies, onder meer van het Fonds voor Buitenlandse Handel en van de Delcrediedienst, ten gunste van de KMO's voor te behouden, op voorwaarde dat de procedures en toekenningstermijnen worden aangepast.

c) De overdracht van de onderneming

In het kader van het impulsprogramma voor de zelfstandigen en de KMO's wordt ook in maatregelen voorzien in verband met de successierechten bij de overlating van bedrijven. *De heer Verberckmoes* vraagt enige toelichting hierbij.

Antwoord van de Staatssecretaris

De hieraan gewijde studiedag door de Koning Boudewijnstichting en het voorafgaande onderzoek vormen nuttige overwegingselementen. Het impulsprogramma stelt een aantal concrete maatregelen voor.

2. De zelfstandigen

De inkomsten van de zelfstandigen

De heer Pillaert merkt op dat uit de grafiek op bladzijde 35 van het senaatsverslag (Stuk n° 332-2, B.Z.1988) blijkt dat de zelfstandigen er slechter aan toe zijn dan de loontrekkenden, wat de belastbare beroepsinkomsten betreft.

Antwoord van de Staatssecretaris

De vermelde cijfers betreffen de belastbare inkomsten van de zelfstandigen (statistiek van het RSVZ)

l'INASTI) que des salariés (statistiques de l'ONSS) compte tenu, dans ce dernier cas, d'un correctif introduit pour les charges professionnelles forfaitaires.

3. Le statut social des travailleurs indépendants

a) *L'assujettissement à la sécurité sociale pour les prestations de moins de deux heures*

Beaucoup de petites entreprises ont jadis sollicité la dispense de paiement des cotisations de sécurité sociale en cas d'engagement de travailleurs pendant deux heures par jour. Cette aide suffisait à assurer le maintien de l'entreprise et cette activité supplémentaire constituait pour beaucoup une source de revenus bienvenue.

M. Verberckmoes déplore que l'assujettissement à la sécurité sociale ait été rendu obligatoire pour cette catégorie, ce qui a entraîné des licenciements et du travail au noir.

Réponse du Secrétaire d'Etat

L'assujettissement à la sécurité sociale des prestations de courte durée a eu pour but l'élimination des abus constatés.

La rigidité de cette règle provoque cependant, dans la pratique, de sérieuses difficultés tant pour les petites entreprises que pour les a.s.b.l. qui recourent à du personnel effectuant de courtes prestations. L'assouplissement souhaité devrait en tout cas prévoir certaines limitations par rapport aux prestations globales fournies à l'entreprise, ainsi qu'un contrôle plus suivi.

b) *La pension*

M. Verberckmoes estime que l'augmentation de la pension ne se fera pas sans augmentation des cotisations.

Le Gouvernement a en effet réduit de 8 milliards de francs la subvention de l'Etat au régime de pension des travailleurs indépendants.

En guise de compensation, on a instauré le système du « brutage », applicable à tous les travailleurs indépendants.

M. Hazette fait observer que les petites pensions du secteur public seront augmentées. Une mesure similaire sera-t-elle possible pour les travailleurs indépendants?

Réponse du Secrétaire d'Etat

L'augmentation réalisée au 1^{er} janvier dernier couvrait le cinquième de la différence entre les montants atteints à ce moment-là respectivement par le revenu garanti aux personnes âgées et la pension des indépendants.

L'augmentation qui sera réalisée au 1^{er} janvier prochain à l'initiative des Ministre et Secrétaire d'Etat

et van de loontrekkenden (statistieken van de RSZ) rekening houdend, in dit laatste geval, met een verbetering ingevoerd voor de forfaitaire beroepslasten.

3. Het sociaal statuut van de zelfstandigen

a) *De bijdrageplicht tot de sociale zekerheid voor de prestaties van minder dan twee uren*

Vele kleine bedrijven hebben destijds gebruik gemaakt van de vrijstelling van sociale zekerheid bij aanwerving van part-time werknemers voor twee uur per dag. Deze hulp volstond om het bedrijf in stand te houden, en voor vele personen was deze bijkomende activiteit een welgekomen bron van inkomsten.

De heer Verberckmoes betreurt dat de verzekeringsplicht voor deze categorie werd ingesteld. Dit heeft aanleiding gegeven tot zwartwerk en afdankingen.

Antwoord van de Staatssecretaris

De bijdrageplicht tot de sociale zekerheid voor de prestaties van korte duur heeft als doel de vastgestelde misbruiken te elimineren.

De strengheid van die regel veroorzaakt evenwel in de praktijk ernstige moeilijkheden zowel voor de kleine ondernemingen als voor de v.z.w.'s die beroep doen op personeel om korte prestaties uit te voeren. De gewenste versoepeling zou in elk geval in bepaalde beperkingen moeten voorzien met betrekking tot de globale prestaties verricht in de onderneming, alsmede in een meer gevolgde controle.

b) *Het pensioen*

De pensioenverhoging gebeurt volgens de heer Verberckmoes niet zonder bijdrageverhoging.

De Regering heeft immers de staatstoelagen aan het pensioenstelsel voor zelfstandigen verminderd met 8 miljard frank.

Om dit bedrag te compenseren werd het systeem van de brutage-bijdrage ingevoerd, die geldt voor alle zelfstandigen.

De heer Hazette wijst erop dat de kleine pensioenen van de openbare sector zullen worden verhoogd. Zal iets gelijkaardigs mogelijk zijn voor de zelfstandigen?

Antwoord van de Staatssecretaris

De vermeerdering gerealiseerd op 1 januari laatstleden zou een vijfde moeten dekken van het verschil tussen de bedragen op dat ogenblik bereikt respectievelijk door het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en het pensioen der zelfstandigen.

De vermeerdering die op 1 januari eerstkomend zal worden gerealiseerd op initiatief van de Minister en

aux Pensions couvrira le quart de la différence qui subsistera alors entre ces deux mêmes avantages compte tenu de l'augmentation de 2 % du revenu garanti.

Un plan de financement a été établi sous la précédente législature par les Ministres des Classes moyennes et des Pensions, les ressources nécessaires provenant de l'étalement de la dette-pension, du transfert des crédits libérés dans le régime du revenu garanti à la suite de l'augmentation de la pension des indépendants et de la modification de la clef de répartition des cotisations au statut social.

c) *L'égalité des prestations sociales*

M. Pillaert plaide pour l'égalité de traitement des indépendants et des salariés en matière de sécurité sociale.

Réponse du Secrétaire d'Etat

L'égalité intégrale des prestations sociales entre indépendants et salariés qui peut être défendue dans son principe, pose essentiellement un problème de financement. Pour le seul secteur des allocations familiales, cette égalité coûterait 5 milliards de F.

d) *La cotisation de consolidation*

En ce qui concerne le remplacement de la cotisation de consolidation, *M. Hazette* critique le système du « brutage » ainsi que la réforme fiscale, qui entraînera une limitation des charges professionnelles.

M. Verberckmoes critique également la nouvelle cotisation instaurée en vue du financement du statut social des indépendants ainsi que son mode de calcul (brutage).

La cotisation est en effet calculée sur le revenu net imposable, augmenté des cotisations sociales déjà payées.

Il est vrai que la cotisation des travailleurs salariés est également calculée sur le revenu brut, mais ces deux types de revenus ne sont pas comparables. Le revenu brut des travailleurs salariés comprend en effet une cotisation patronale.

En outre, l'extension de cette mesure à l'ensemble des travailleurs indépendants peut difficilement être considérée comme une forme de solidarité.

A cet égard, la cotisation de consolidation ou de modération des revenus réalisait une solidarité bien plus efficace. Les entrepreneurs dont les revenus avaient augmenté (par rapport à 1983) payaient une cotisation pour ceux dont les revenus avaient diminué.

Cette cotisation était cependant aussi injuste (principalement pour les jeunes indépendants) et trop complexe (calcul provisoire et définitif de la cotisation).

Staatssecretaris voor Pensioenen zal een vierde dekken van het verschil dat dan nog zal bestaan tussen de twee zelfde voordelen rekening houdend met de verhoging van 2 % van het gewaarborgd inkomen.

Een financieringsplan werd opgesteld onder de voorgaande regering door de Minister van Middenstand en de Minister van Pensioenen. De nodige middelen kwamen uit de spreiding van de pensioenschuld, uit de overdracht van vrijgemaakte kredieten in het stelsel van het gewaarborgd inkomen ten gevolge van de verhoging van het pensioen voor zelfstandigen en van de wijziging van de verdeelsleutel voor de bijdragen tot het sociaal statuut.

c) *De gelijkheid van sociale uitkeringen*

De heer Pillaert pleit voor een gelijke behandeling van zelfstandigen en loontrekkenden betreffende de sociale zekerheid.

Antwoord van de Staatssecretaris

De algehele gelijkheid van sociale uitkeringen tussen zelfstandigen en loontrekkenden, die in principe kan worden verdedigd, vormt vooral een financieringsprobleem. Alleen voor de sector van de kinderbijslag zou die gelijkheid 5 miljard F kosten.

d) *De consolideringsbijdrage*

Wat de vervanging van de consolideringsbijdrage betreft, heeft *de heer Hazette* kritiek op het systeem van de bruterij en de gevolgen van de fiscale hervorming die een beperking van de bedrijfslasten met zich brengt.

Ook *de heer Verberckmoes* levert kritiek op de nieuw ingevoerde bijdragen ter financiering van het sociaal statuut van de zelfstandigen en de berekening ervan (bruterij).

Ze worden immers berekend op basis van het netto-belastbaar inkomen met daaraan toegevoegd de reeds betaalde sociale bijdragen.

Ook bij de werknemers wordt de bijdrage berekend op basis van het bruto-inkomen. Nochtans kunnen beide inkomensvormen niet met elkaar vergeleken worden. Bij de werknemers wordt het bruto-inkomen mede gerealiseerd door de inzet van de werkgevers.

Bovendien kan de uitbreiding van deze maatregel tot alle zelfstandigen moeilijk als een vorm van solidariteit worden beschouwd.

De voorheen geldende consoliderings- of matigingsbijdrage bewerkstelligde in dat opzicht veel meer de solidariteit. Ondernemers die een inkomens-toename kenden (ten opzichte van 1983), leverden mede een bijdrage ter compensatie van de ondernemers die een inkomensverlies geleden hadden.

Maar ook deze bijdragevorm was onbillijk (vooral voor jonge zelfstandigen) en te complex (voorlopige en definitieve bijdrageberekening).

Le système de brutage remplace la cotisation de modération (qui était provisoire) par une cotisation définitive.

L'intervenant estime que le produit de cette nouvelle mesure est plutôt incertain. Certaines modalités de financement de la pension ne seront applicables que pendant un an. Comment financera-t-on à l'avenir l'adaptation envisagée des pensions?

Réponse du Secrétaire d'Etat

Le remplacement de la cotisation de consolidation par le système dit du « brutage » doit rapporter 6 milliards de F. Les cotisations provisoires encaissées en 1987 ont rapporté 7,3 milliards de F.

Il n'est pas exact de dire que la cotisation de consolidation était prévue à titre provisoire. Comme son nom l'indique, il s'agissait d'un système permanent. Ce qui est vrai, c'est que cette cotisation était fonction de la progression des revenus, alors que le nouveau système s'applique à tous les indépendants dans le cadre de leur statut social. Son incidence sur le calcul de la pension proportionnelle ne peut être négligée.

La limitation des charges professionnelles prévue dans le cadre de la réforme fiscale aura un impact fiscal estimé à 9,4 milliards de F.

L'assiette des cotisations va donc se trouver élargie en conséquence. Comme les revenus de 1989 serviront de base au calcul des cotisations de 1992, c'est à ce moment-là que l'on pourra mesurer la rentrée supplémentaire de cotisations qui en résultera, ce supplément étant estimé à 2,5 milliards de F. C'est pourquoi la loi-programme prévoit qu'en cas de dépassement de l'objectif fixé, le taux des cotisations du statut social pourra être revu par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

e) Les cotisations de début d'activité

M. Pillaert soulève le problème de la régularisation de la cotisation provisoire de sécurité sociale, à laquelle sont confrontés les jeunes indépendants au cours de leur quatrième année d'activité.

Réponse du Secrétaire d'Etat

Parallèlement à l'instauration du système du « brutage », les cotisations de début d'activité seront réduites. La prudence s'impose cependant en cette matière, compte tenu du fait qu'il y a en permanence quelque 120 000 débuts d'activité. Des calculs actuariels sont en cours pour mesurer l'impact d'une réduction des cotisations provisoires de 30 % la première année (les quatre premiers trimestres) et de 15 % la seconde année. Il est par ailleurs envisagé d'imputer la cotisation provisoire non réduite sur la cotisation définitive (qui ne peut être établie qu'après trois ans) en vue de diminuer la charge qui pèse sur les indépendants au moment de la régularisation.

Door het nieuwe bruteringsstelsysteem wordt de matigingsbijdrage (die voorlopig was) vervangen door een definitieve bijdrage.

Volgens spreker is de opbrengst van de nieuwe maatregel eerder onzeker. Bepaalde financieringsmodaliteiten van het pensioen gelden slechts voor 1 jaar. Hoe zal men de geplande pensioenaanpassing in de toekomst financieren?

Antwoord van de Staatssecretaris

De vervanging van de consolideringsbijdrage door het « brutage »-stelsysteem moet 6 miljard F opbrengen. De voorlopige bijdragen geïnd in 1987 hebben 7,3 miljard F opgebracht.

Het is onjuist te zeggen dat de consolideringsbijdrage slechts voorlopig was. De term zelf duidt aan dat het om een permanent stelsysteem ging. Maar het is waar dat die bijdrage in functie van de evolutie van de inkomsten stond, terwijl het nieuwe stelsysteem slaat op alle zelfstandigen in het kader van hun sociaal statuut. De terugslag op de berekening van het proportioneel pensioen kan niet worden verwaarloosd.

De beperking van de beroepslasten voorzien in het kader van de fiscale hervorming zal een fiscale impact hebben die geschat wordt op 9,4 miljard F.

De bijdragevoet zal dienovereenkomstig uitgebreid worden. Daar de inkomsten van 1989 zullen dienen als berekeningsbasis voor de bijdragen van 1992, zal men pas op dat ogenblik de bijkomende opbrengst van de bijdragen die eruit zal voortkomen, kunnen bepalen. Dit supplement wordt geschat op 2,5 miljard F. Daarom bepaalt de programmawet dat, ingeval het vastgestelde doel wordt overschreden, de bijdragevoet van het sociaal statuut kan worden herzien door een koninklijk besluit overlegd in de Ministerraad.

e) De bijdragen voor de beginactiviteit

De heer Pillaert haalt het probleem aan van de regularisatie van de voorlopige bijdrage inzake sociale zekerheid, waarmee de jonge zelfstandige tijdens het vierde activiteitsjaar wordt geconfronteerd.

Antwoord van de Staatssecretaris

Parallel met de instelling van het « brutage »-stelsysteem zullen de bijdragen voor de beginactiviteit worden verminderd. Voorzichtigheid is evenwel aangevoelen, rekening houdend met het feit dat er altijd ongeveer 120 000 beginactiviteiten zijn. Actuariële berekeningen moeten de impact bepalen van een vermindering van de voorlopige bijdragen met 30 % het eerste jaar (de vier eerste kwartalen) en met 15 % het tweede jaar. Er wordt trouwens overwogen om de onverminderde voorlopige bijdrage over te brengen op de definitieve bijdrage (die maar kan worden vastgesteld na drie jaar) met als doel de last van de zelfstandigen op het ogenblik van de regularisatie te verminderen.

f) *L'incapacité de travail*

Mme Nelis-Van Liedekerke estime que l'incapacité de travail, qui engendre souvent de grandes difficultés psychologiques et financières, constitue un des principaux problèmes du statut social.

Une période de carence de trois mois est trop longue.

Réponse du Secrétaire d'Etat

La période de carence a déjà été réduite de six à trois mois. La ramener à un mois obligerait à revoir le taux des cotisations, ce à quoi les classes moyennes s'opposent. On pourrait éventuellement couvrir l'incapacité à partir du deuxième mois lorsqu'elle se prolonge au-delà d'un certain terme (par exemple six mois). D'après les actuaires, la dépense supplémentaire qui en résulterait serait de l'ordre de 125 millions de F.

g) *Les conjoints-aidants*

Mme Nelis-Van Liedekerke demande quand on prévoira un statut pour l'épouse aidante en vue d'une assurance contre l'incapacité de travail et de la protection de la maternité en faveur de l'épouse indépendante et aidante.

La même intervenante ainsi que MM. Pillaert, Hazette et Verberckmoes renvoient à cet égard aux directives de la Communauté européenne, qui devront être exécutées avant le 30 juin 1989.

Réponse du Secrétaire d'Etat

La couverture facultative de l'incapacité de travail pour les conjoints-aidants ainsi que l'octroi d'une indemnité de maternité seront réalisés avant les prochaines vacances parlementaires en application des directives de la Communauté européenne.

Contrairement à ce qui se fait dans d'autres pays européens, les agriculteurs participent chez nous au même statut social que les autres indépendants. Cette mesure intéressera donc les épouses aidantes du secteur agricole.

4. *Les réglementations*

a) *L'accès à la distribution*

Mme Nelis-Van Liedekerke demande quand le certificat de distribution sera obligatoire. Il est urgent de l'instaurer pour éviter que des personnes s'installent sans posséder les connaissances requises.

Réponse du Secrétaire d'Etat

La perspective du grand marché européen impose que le secteur de la distribution, qui est jusqu'à

f) *Werkonbekwaamheid*

Mevrouw Nelis-Van Liedekerke meent dat de arbeidsongeschiktheid één van de grootste problemen is van het sociaal statuut en vaak oorzaak is van grote psychologische en financiële moeilijkheden.

Een wachttijd van drie maanden is te lang.

Antwoord van de Staatssecretaris

De wachttijd werd reeds teruggebracht van zes tot drie maanden. De periode brengen op één maand betekent dat men de bijdragevoet zou moeten herzien. De middenstand verzet zich daartegen. Men zou eventueel de werkonbekwaamheid kunnen dekken vanaf de tweede maand, wanneer ze een bepaalde termijn overschrijdt (bijvoorbeeld zes maand). Volgens de actuarissen zou de bijkomende uitgave die eruit voortkomt 125 miljoen F bedragen.

g) *De medewerkende echtgenoten*

Mevrouw Nelis-Van Liedekerke vraagt wanneer zal worden voorzien in een statuut voor de medewerkende echtgenote met het oog op een verzekering tegen arbeidsongeschiktheid en moederschapsbescherming ten voordele van de zelfstandige en meewerkende vrouw.

Dezelfde spreker en de heren Pillaert, Hazette en Verberckmoes verwijzen in dat verband naar de richtlijnen van de Europese Gemeenschap die vóór 30 juni 1989 ten uitvoer moeten worden gelegd.

Antwoord van de Staatssecretaris

De facultatieve dekking van de werkonbekwaamheid voor de medewerkende echtgenoten alsmede de toekenning van een moederschapsuitkering zullen worden gerealiseerd vóór het volgende reces, in toepassing van de richtlijnen van de Europese Gemeenschap.

In tegenstelling tot andere Europese landen genieten de landbouwers bij ons van hetzelfde sociaal statuut als de andere zelfstandigen. Die maatregel zal dus de medewerkende echtgenotes van de landbouwsector raken.

4. *De reglementeringen*

a) *De toegang tot de distributie*

Mevrouw Nelis-Van Liedekerke vraagt wanneer het distributieattest verplicht zal zijn. Dit attest wordt immers zeer dringend om te vermijden dat mensen zich zouden vestigen zonder de nodige kennis.

Antwoord van de Staatssecretaris

Het vooruitzicht van de grote Europese markt gebiedt dat de distributiesector, die tot nog toe in ons

présent entièrement libre dans notre pays, réponde à un minimum de connaissances en matière de comptabilité et de gestion.

C'est, en premier lieu, le moyen de doter nos futurs commerçants d'un bagage minimum et, au surplus, d'éviter l'installation chez nous, sans aucune condition, de concurrents étrangers.

Il faut toutefois veiller à ne pas imposer de réglementation trop rigoureuse et à éviter de créer des cloisonnements rigides entre les diverses branches de la distribution.

b) *La loi sur l'implantation des grandes surfaces*

M. Verberckmoes réclame la révision de cette loi.

Réponse du Secrétaire d'Etat

L'introduction de demandes d'implantation commerciale sous forme de dossiers fictivement séparés permet parfois d'éluder cette loi.

Des mesures ont été prescrites à l'administration, en vue de déjouer cette fraude. Par ailleurs, cette législation montre toujours son utilité puisque la Belgique, et particulièrement le sud du pays, se signale par rapport au reste de l'Europe, notamment la France, les Pays-Bas et l'Allemagne, par le plus grand nombre de m² de grandes surfaces, par tête d'habitant.

Ceci démontre que notre pays connaît déjà des conditions de concurrence rigoureuses non seulement entre entreprises mais même entre types différents de réseaux de distribution.

Par ailleurs, les demandes d'implantation font l'objet d'un avis d'un comité socio-économique composé de fonctionnaires, tandis que les autorités communales statuent au premier degré, comme en matière de permis de bâtir.

c) *Les soldes*

MM Hazette, Peuskens et Verberckmoes demandent quelle est la position du Secrétaire d'Etat en ce qui concerne les périodes de soldes. M. Peuskens souligne les déclarations contradictoires de membres du Gouvernement à ce sujet. Qu'est-ce qui empêche le Secrétaire d'Etat d'assouplir les règles applicables aux soldes? Selon M. Verberckmoes, l'intention du Ministre des Affaires économiques de supprimer les périodes de soldes indique que l'action du Gouvernement vise à démanteler les structures importantes des classes moyennes.

Réponse du Secrétaire d'Etat

Suivant en cela l'avis unanime du Conseil supérieur des Classes moyennes, le Ministre et les Secrétaires

land volledig vrij is, een minimum aan kennis bezit inzake boekhouding en beheer.

Op die manier kunnen we onze toekomstige handelaars voorzien van een minimum bagage en bovendien bij ons de vestiging vermijden, zonder enige voorwaarde, van buitenlandse concurrenten.

Men moet er nochtans voor zorgen geen al te strenge reglementering op te leggen en strakke scheidingen tussen de verschillende distributiesectoren te vermijden.

b) *De wet op de inplanting van handelsvestigingen met grote oppervlakte*

De heer Verberckmoes dringt aan op een herziening van de betreffende wet.

Antwoord van de Staatssecretaris

Door de indiening van fictief gescheiden dossiers van aanvragen tot commerciële inplantingen wordt soms ontsnapt aan de toepassing van de genoemde wet.

Voor de administratie werden maatregelen voorgeschreven met de bedoeling dit bedrog te verijdelen. Overigens is die wetgeving nog altijd nuttig, aangezien België en in het bijzonder het zuiden van het land, in vergelijking met de rest van Europa, meer bepaald Frankrijk, Nederland en Duitsland, het grootste aantal m² handelsvestigingen met grote oppervlakte bezit per inwoner.

Dit bewijst dat ons land reeds strenge concurrentievoorwaarden kent, dit niet alleen tussen de ondernemingen maar zelfs tussen de verschillende distributienetten.

Die vestigingsaanvragen maken trouwens het voorwerp uit van een advies van een sociaal economisch comité samengesteld uit ambtenaren, terwijl de gemeentebesturen in eerste orde beslissen, zoals voor de bouwvergunningen.

c) *De koopjes*

De heren Hazette, Peuskens en Verberckmoes vragen naar het standpunt van de Staatssecretaris omtrent de reglementering van de koopjesperiode. De heer Peuskens wijst op de tegenstrijdige verklaringen van regeringsleden daaromtrent. Wat weerhoudt de Staatssecretaris de koopjes te versoepelen? De heer Verberckmoes ziet in het voornemen van de Minister van Economische Zaken om de wettelijke koopjesperiode af te schaffen een aanwijzing dat het regeringsbeleid erop gericht is de belangrijke middenstandsstructuren af te bouwen.

Antwoord van de Staatssecretaris

Het eenparig advies van de Hoge Raad voor de Middenstand volgend, hebben de Minister en de

taires d'Etat aux Classes moyennes et aux PME ont estimé devoir proposer au Ministre des Affaires économiques de faire débiter les soldes d'hiver le 15 janvier.

Il ne semble pas déraisonnable de pratiquer ces soldes après la période des inventaires et aussi d'avantage en fin de saison, encore que le mois de janvier ne marque pas la fin de celle-ci.

Il faut souligner que les périodes de soldes sont les seules périodes au cours desquelles un commerçant peut vendre à perte. Pendant tout le reste de l'année, sauf pendant six semaines qui précèdent les soldes, les commerçants peuvent pratiquer et annoncer à tout moment des réductions de prix sous forme de promotion ou autre, pourvu toutefois de ne pas créer dans l'esprit du consommateur de confusion avec la notion de vente en solde et d'annoncer des réductions sincères.

Le Ministre des Affaires économiques qui possède compétence en matière de pratiques du commerce, a estimé inopportun de modifier cette date en fonction notamment de la période récente à laquelle une modification de celle-ci est intervenue.

Par ailleurs, il a évoqué l'opportunité d'une plus grande souplesse à propos des soldes.

Il est nécessaire que le débat sur cette question soit poursuivi, notamment à l'occasion des discussions à la Chambre du projet sur les pratiques du commerce, l'information et la protection du consommateur, voté l'an dernier au Sénat.

d) *Les activités ambulantes*

M. Hazette demande si l'administration de la réglementation prête une attention suffisante à la vente dans des cercles d'amis (par exemple de tissus, de produits de beauté, etc.).

Réponse du Secrétaire d'Etat

La loi du 13 août 1986 comporte certains aspects obscurs puisqu'aussi bien le Ministre des Classes moyennes de l'époque avait considéré qu'elle devrait être améliorée et ce notamment pour clarifier la situation en matière de ventes itinérantes (ventes au domicile d'une personne non commerçante, qui invite des amis ou connaissances).

Ceci est en effet autorisé sous certaines conditions précises.

e) *La Commission COMFORM*

MM. Hazette et Peuskens demandent que l'on dresse le bilan des activités de la commission.

Ils réclament, avec d'autres membres, une simplification des formalités administratives imposées aux indépendants.

Staatssecretarissen voor Middenstand en KMO, aan de Minister van Economische Zaken voorgesteld om de begindatum van de winterkoopjes te doen ingaan vanaf 15 januari.

Het is niet onredelijk om de koopjes te houden na de periode van de inventaris en ook meer op het einde van het seizoen, hoewel de maand januari nog niet het einde van het seizoen betekent.

Aangestipt moet worden dat de koopjesperiodes enkel die perioden zijn waarin een handelaar met verlies mag verkopen. Gedurende de rest van het jaar, uitgezonderd tijdens de zes weken die de koopjes voorafgaan, mogen de handelaars op elk ogenblik prijsverminderingen toepassen en aankondigen onder de vorm van promoties of andere, op voorwaarde evenwel dat er bij de gebruiker geen verwarring ontstaat omtrent het begrip koopjes en dat eerlijke verminderingen worden aangekondigd.

De Minister van Economische Zaken, bevoegd inzake handelspraktijken, is van oordeel dat het niet wenselijk is om die datum te wijzigen in functie van de recente periode voor dewelke een wijziging wordt uitgevoerd.

Voor het overige heeft de Minister zich uitgesproken voor een grotere soepelheid wat betreft de koopjes.

Het is noodzakelijk het debat hieromtrent voort te zetten ter gelegenheid van de besprekingen in de Kamer van het wetsontwerp op de handelspraktijken, de informatie en de bescherming van de gebruiker, vorig jaar aangenomen in de Senaat.

d) *Ambulante activiteiten*

De heer Hazette vraagt of de administratie van de reglementering voldoende aandacht besteedt aan de verkoop in vriendenkring (bijvoorbeeld van stoffen, schoonheidsprodukten, enzovoort).

Antwoord van de Staatssecretaris

De wet van 13 augustus 1986 omvat een aantal onduidelijkheden, aangezien ook de toenmalige Minister van Middenstand van oordeel was dat de wet moest worden verbeterd, meer bepaald om de situatie inzake de rondreizende verkopen te verduidelijken (de verkopen aan huis door een niet-handelaar die vrienden of kennissen uitnodigt).

Dit wordt toegelaten onder bepaalde voorwaarden.

e) *De Commissie COMFORM*

De heren Hazette en Peuskens vragen een balans op te maken van de werking van de commissie.

Deze en andere leden pleiten voor een vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten van de zelfstandigen.

Réponse du Secrétaire d'Etat

Le statut de cette commission, créé par arrêté royal du 10 mai 1982 a été renforcé par la loi du 6 juillet 1987 modifiant les lois relatives à l'organisation des Classes moyennes. Sa mission a été précisée. Les arrêtés d'application de cette loi sont en voie d'achèvement.

Par ailleurs, la constitution de COMFORM près le Conseil supérieur des Classes moyennes permet dorénavant de doter celle-ci d'un budget de fonctionnement, malheureusement trop limité.

Au cours de la période 1986-1987, la commission COMFORM a prononcé les avis n^{os} 66 à 88. Elle a par ailleurs actualisé une dizaine d'avis antérieurs. Il s'agit de matières extrêmement diversifiées (versements anticipés, fiches individuelles en matière d'impôts sur les revenus, ventes à tempérament, activités ambulantes, statistiques industrielles, pensions, assurance maladie-invalidité, comptes annuels des entreprises, allocations familiales, registre de personnel, engagement de chômeurs, chômage partiel, etc.).

La commission COMFORM a également mis au point une nouvelle méthode de concertation par convention avec les départements ministériels intéressés (par exemple avec le Ministère de l'Emploi et du Travail).

Son activité fait l'objet d'un rapport annuel.

La simplification des formalités et des contrôles administratifs, annoncée dans les déclarations gouvernementales successives ne pourra cependant se réaliser concrètement, dans l'appareil administratif, que si tous les départements et tous les services y sont associés avec une mission clairement définie.

5. Les institutions

a) *Le Fonds de participation*

M. Pillaert demande que ce fonds se ne borne pas à examiner les causes d'échec des indépendants débutants d'un point de vue comptable. MM. Hazette, Peuskens et Gilles demandent quelles sont les causes de ces échecs et souhaitent que l'on dresse le bilan des activités du fonds.

Réponse du Secrétaire d'Etat

Les annexes du rapport au Sénat (Doc. n° 332-2, S.E. 1988), page 39, donnent la répartition régionale des crédits accordés et refusés dans la branche « prêts subordonnés chômeurs » ou dans la branche « prêts subordonnés ordinaires » pour les années 1986 et 1987.

Au 31 octobre 1988, le relevé des échecs s'établissait comme suit :

Antwoord van de Staatssecretaris

Het statuut van die commissie, vastgesteld bij koninklijk besluit van 10 mei 1982 werd verstevigd door de wet van 6 juli 1987 tot wijziging van de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand. Haar opdracht werd nauwkeurig omschreven. De toepassingsbesluiten van die wet zijn in de voltooiingsfase.

Overigens laat de oprichting van COMFORM bij de Hoge Raad voor de Middenstand toe dat haar voortaan een werkingsbudget wordt toegekend, hetwelk spijtig genoeg te beperkt is.

In de loop van 1986-1987 heeft de commissie COMFORM de adviezen n^{rs} 66 tot 88 uitgesproken. Ze heeft een tiental vroegere adviezen geactualiseerd. Het gaat om zeer verschillende materies (voorafbetalingen, individuele fiches voor inkomstenbelasting, verkoop op afbetaling, ambulante activiteiten, industriële statistieken, pensioenen, ziekte- en invaliditeitsverzekering, jaarrekeningen van de ondernemingen, kinderbijslag, personeelsregister, indienstneming van werklozen, gedeeltelijke werkloosheid, enzovoort).

De commissie COMFORM heeft eveneens een nieuwe overlegmethode op punt gezet in overeenkomst met de betrokken ministeriële departementen (bijvoorbeeld met het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid).

Haar activiteit maakt het voorwerp uit van een jaarlijks verslag.

De vereenvoudiging van administratieve controles en formaliteiten, aangekondigd in de opeenvolgende regeringsverklaringen, zal echter niet concreet kunnen worden gerealiseerd in het administratief apparaat, dan wanneer alle departementen en diensten ertoe verenigd worden met een duidelijk bepaalde opdracht.

5. De instellingen

a) *Het Participatiefonds*

De heer Pillaert pleit ervoor dat dit fonds niet alleen een boekhoudkundig onderzoek zou doen naar de oorzaken van de mislukking van startende zelfstandigen. De heren Hazette, Peuskens en Gilles vragen naar de oorzaken van de mislukkingen en een balans van de werking van dit fonds.

Antwoord van de Staatssecretaris

De bijlagen van het verslag van de Senaat (Stuk n° 332 - 2, B.Z. 1988), bladzijde 39, geven de regionale verdeling weer van de toegestane en geweigerde kredieten in de sector « achtergestelde leningen voor werklozen » of in de sector « gewone achtergestelde leningen » voor 1986 en 1987.

Op 31 oktober 1988 zag het overzicht van de mislukkingen er als volgt uit :

— régime chômeur : nombre 2 394 pour un total de 1 132 576 000 francs, ce qui représente 18 % en nombre;

— régime ordinaire : nombre 109 pour un total de 61 566 000 francs, ce qui représente 3 %;

— il n'existe pas de statistiques par secteur.

Quant aux causes d'échec, il semble que les éléments suivants jouent souvent un rôle non négligeable :

1. compétence professionnelle insuffisante, surtout au niveau gestion;
2. faiblesse des capitaux engagés.

b) *Le Fonds de Garantie*

M. Peuskens demande quels sont les résultats d'un audit de la Caisse nationale de Crédit professionnel et du Fonds de Garantie qui aurait été réalisé en 1986. Mme Kesteleyn-Sierens demande si l'on connaît le profil des entreprises qui bénéficient d'une aide et, dans l'affirmative, si l'on en a tiré des conclusions.

Réponse du Secrétaire d'Etat

La mission du Fonds de Garantie est de fournir aux indépendants qui ne peuvent offrir de garanties réelles, des garanties nécessaires à l'octroi de crédit traditionnel à l'équipement ou aux Classes moyennes.

L'évolution du montant des garanties accordées, du montant total des engagements subsistant en fin d'année et des interventions depuis 1970 figure à la page 40 du rapport au Sénat (Doc. n° 332-2, S.E. 1988).

On constate une amélioration tout à fait sensible depuis le sommet des interventions atteint en 1984.

Par ailleurs, depuis quelque temps, des modalités d'octroi particulières ont été précisées, notamment une autorisation spéciale ministérielle pour les crédits dépassant 10 millions de francs.

La règle est également que la garantie est limitée à 80 % du montant de l'emprunt et que les fonds propres doivent représenter 1/3 du montant cumulé des fonds propres et des emprunts.

Ce fonds est alimenté par les commissions des emprunteurs et par un poste du budget du Ministère des Classes moyennes, fixé annuellement après détermination de l'intervention du Fonds de Garantie.

c) *L'Institut économique et social des Classes moyennes (IESCM)*

M. Peuskens demande ce que pense le Secrétaire d'Etat au sujet de la proposition de supprimer l'IESCM en raison du niveau anormalement élevé des frais de fonctionnement de cet institut. Le Secrétaire d'Etat a-t-il fait appel à l'IESCM?

— werklozenstelsel : 2 394 voor een totaal van 1 132 576 000 frank, wat 18 % is van het totaal;

— gewone stelsel : 109 voor een totaal van 61 566 000 frank, wat 3 % vertegenwoordigt;

— er bestaan geen statistieken per sector.

Wat de oorzaken voor die mislukkingen betreft, lijken de volgende elementen een niet te verwaarlozen rol te spelen :

1. onvoldoende beroepsbekwaamheid, vooral op het vlak van het beheer;
2. geringe omvang van de geïnvesteerde kapitalen.

b) *Het Waarborgfonds*

De heer Peuskens vraagt naar de resultaten van een audit die zou zijn uitgevoerd in 1986 betreffende de Nationale Kas voor Beroepskrediet en het Waarborgfonds. Mevr. Kesteleyn-Sierens vraagt of het profiel van de ondernemingen die steun genieten gekend is en, als dit zo is, of er conclusies uit getrokken zijn.

Antwoord van de Staatssecretaris

De opdracht van het Waarborgfonds bestaat erin aan de zelfstandigen die geen werkelijke waarborgen kunnen bieden, de nodige waarborgen te verschaffen voor de toekenning van het traditioneel krediet voor de uitrusting of voor de Middenstand.

De evolutie van het bedrag van de toegestane kredieten, van het totaal bedrag van de verbintenissen die nog bestaan op het einde van het jaar en van de tussenkomsten sinds 1970 bevindt zich op bladzijde 40 van het verslag van de Senaat (Stuk n° 332 - 2, B.Z. 1988).

We stellen een gevoelige verbetering vast sinds het hoogtepunt van de tussenkomsten in 1984.

Overigens, sinds enige tijd, werden de bijzondere toekenningsmodaliteiten nauwkeurig omschreven, namelijk een bijzondere ministeriële machtiging voor de kredieten die 10 miljoen F overschrijden.

De regel is ook dat de waarborg beperkt wordt tot 80 % van de lening en dat de eigen middelen 1/3 moeten vertegenwoordigen van het gecumuleerde bedrag van de eigen middelen en leningen.

In dit fonds wordt voorzien door de commissies der ontleners en door een post van de begroting van het Ministerie van Middenstand die jaarlijks wordt bepaald na vaststelling van de tussenkomst van het Waarborgfonds.

c) *Het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand (ESIM)*

De heer Peuskens vraagt de Staatssecretaris wat zijn mening is omtrent het voorstel het ESIM af te schaffen, aangezien de werkingskosten ervan onverantwoord hoog zouden oplopen. Heeft de Staatssecretaris op het ESIM een beroep gedaan?

Réponse du Secrétaire d'Etat

L'Institut économique et social des Classes moyennes assume plusieurs missions dont la moindre n'est pas sa participation à l'application de la loi sur l'implantation de grandes surfaces à l'intervention du Comité socio-économique.

Il assure notamment la réalisation de la première partie du rapport annuel des statistiques sur les Classes moyennes.

Il effectue des études qui sont publiées par exemple en matière de franchise. L'Institut assure également des conseils en gestion par des conseillers d'entreprises établis dans chaque province.

Il apporte également un soutien certain aux métiers d'art par l'organisation d'expositions.

Les compétences de l'IESCM sont légitimées par la loi spéciale du 8 août 1988.

d) *Le Comité national de coordination de la formation permanente des Classes moyennes*

En réponse à une question de M. Hazette, le Secrétaire d'Etat communique les informations suivantes :

Cet organisme a pour mission au départ des commissions formées des représentants des associations professionnelles de proposer les programmes de la formation des Classes moyennes applicables tant en ce qui concerne l'Institut néerlandophone que l'Institut francophone de formation permanente des Classes moyennes.

Il s'agit d'une contribution essentielle à la formation des professionnels indépendants. Ce comité fonctionne au moyen d'une subvention à charge du budget.

Il dispose de 20 agents répartis par moitié dans les deux cadres linguistiques. Le Comité joue également un rôle indispensable en matière d'accès à la profession.

Les compétences de cet organisme sont également légitimées par la loi spéciale du 8 août 1988.

6. Divers

a) *Régionalisation*

MM. Verberckmoes, Pillaert et Peuskens posent des questions sur les conséquences de la régionalisation pour les entreprises. Selon M. Verberckmoes, les moyens disponibles au niveau national étaient à peine suffisants pour mener une politique efficace en matière d'exportations.

Au niveau de l'Europe et du Benelux, on s'efforce de renforcer la coopération, particulièrement dans le domaine de la recherche scientifique, afin de pouvoir lancer des produits compétitifs (face aux Etats-Unis et au Japon).

Antwoord van de Staatssecretaris

Het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand heeft verschillende opdrachten. Een niet onbelangrijke opdracht is de medewerking aan de toepassing van de wet op de inplanting van handelsvestigingen met grote oppervlakte met de tussenkomst van het Sociaal-Economisch Comité.

Het Instituut verzekert de realisatie van het eerste deel van het jaarlijks verslag over de statistieken van de Middenstand.

Het voert studies uit die worden gepubliceerd, bijvoorbeeld inzake de franchise. Het Instituut verzekert eveneens het beheersadvies door bedrijfsconsultanten gevestigd in elke provincie.

Het biedt ook een zekere steun aan de kunstambachten door de organisatie van tentoonstellingen.

De bevoegdheid van het ESIM wordt gelegitimeerd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988.

d) *Het Nationaal Coördinatiecomité voor de Voortdurende Vorming van de Middenstand*

Op een vraag van de heer Hazette hierover antwoordt de Staatssecretaris het volgende.

Het organisme heeft als opdracht bij de aanvang van de commissies samengesteld uit vertegenwoordigers van de beroepsverenigingen de programma's voor de Middenstandsvorming voor te stellen. Die programma's zijn van toepassing zowel voor het Nederlandstalig als Franstalig Instituut voor Voortdurende Vorming van de Middenstand.

Het gaat om een belangrijke bijdrage tot de vorming van de beroepszelfstandigen. Het comité werkt door middel van een toelage ten laste van de begroting.

Het beschikt over 20 beampten voor de helft verdeeld over de twee taalkaders. Het comité speelt eveneens een belangrijke rol op het vlak van de toegang tot het beroep.

De bevoegdheid van dit organisme wordt eveneens gelegitimeerd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988.

6. Varia

a) *De regionalisering*

De heren Verberckmoes, Pillaert en Peuskens stellen zich vragen over de gevolgen van de regionalisering voor de bedrijven. Volgens de heer Verberckmoes waren de middelen op nationaal vlak immers nauwelijks voldoende om een degelijk exportbeleid te voeren.

Op Europees en Beneluxvlak wordt gestreefd naar meer samenwerking, zeker in de sector van het wetenschappelijk onderzoek, om concurrentiële produkten (ten opzichte van de VS en Japan) te kunnen leveren.

De nombreuses entreprises se demandent si, en matière d'adjudication et d'exécution de travaux publics « au-delà des frontières », les critères seront identiques dans les différentes entités fédérées.

L'intervenant regrette que la régionalisation n'ait pas été précédée de la mise en place des structures de coordination nécessaires (notamment pour les entreprises).

Réponse du Secrétaire d'Etat

Un groupe de travail étudie actuellement l'impact budgétaire du transfert des matières nationales vers les Communautés et les Régions.

C'est le cas des aides économiques, du crédit et de l'Institut économique et social des Classes moyennes. Il appartiendra aux Communautés et aux Régions de décider souverainement de l'affectation du personnel et des crédits mis à leur disposition.

b) Coördination de la récolte de données statistiques

M. Verberckmoes insiste pour que les enquêtes menées auprès des entreprises à des fins statistiques soient limitées et coordonnées.

Le Conseil central de l'économie (CCE) s'est lui aussi récemment penché sur ce problème.

Le CCE constate que le comité de coordination et de centralisation créé au sein de l'INS par la loi du 1^{er} août 1985 n'a toujours pas été mis en place et que les recommandations faites par le Conseil à ce sujet sont restées lettre morte.

C'est la raison pour laquelle le Conseil central de l'économie propose que le Gouvernement désigne le plus rapidement possible un commissaire spécial, ou, le cas échéant, un comité très restreint qui serait chargé d'examiner le problème des statistiques, de faire, à bref délai, rapport au Gouvernement et de présenter à celui-ci des mesures à prendre en priorité.

Dans son avis, le Conseil central attire en outre l'attention sur les lacunes et le vieillissement des statistiques.

C'est ainsi que, si l'on en croit les statistiques des douanes, les exportations de certains produits dépasseraient le niveau de la production nationale.

En ce qui concerne les activités du secteur de la construction, les données les plus récentes datent de 1985.

Quant aux données de l'ONSS concernant l'emploi, elles ne seraient disponibles qu'après une période de 12 à 18 mois.

Réponse du Secrétaire d'Etat

Il est vrai que les statistiques ne sont pas immédiatement disponibles. Il ne faut pas s'attendre

Vele bedrijven stellen zich de vraag of voor de aanbesteding en uitvoering van « grensoverschrijdende » openbare werken, dezelfde criteria zullen worden toegepast in de verschillende deelgebieden.

Spreeker betreurt dat de regionalisering werd doorgevoerd zonder dat voorafgaandelijk de nodige coördinatie-structuren (onder meer voor de bedrijven) werden opgericht.

Antwoord van de Staatssecretaris

Momenteel bestudeert een werkgroep de begrotingsimpact van de overdracht van nationale aangelegenheden naar de Gemeenschappen en de Gewesten.

Dit is het geval voor de economische hulp, voor het krediet en voor het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand. Het zal tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten behoren om zelf te beslissen over de toewijzing van het personeel en van de tot hun beschikking gestelde kredieten.

b) Coördinatie van de verzameling van statistische gegevens

De heer Verberckmoes dringt aan op een beperking en coördinatie van de onderzoeken met statistische doeleinden, bij de bedrijven.

De Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (CRB) heeft recent dit probleem eveneens in beschouwing genomen.

De CRB stelt vast dat het comité ingesteld door de wet van 1 augustus 1985 in de schoot van het NIS tot coördinatie en centralisatie, nog steeds niet werd opgericht en dat de aanbevelingen die de Raad ter zake heeft gegeven zonder gevolg werden gelaten.

Daarom stelt de Centrale Raad van het Bedrijfsleven voor dat de Regering binnen de kortst mogelijke tijd een bijzondere commissaris of desgevallend een zéér beperkt comité zou aanstellen om het probleem van de statistiek door te lichten om hierover op korte termijn verslag uit te brengen bij de Regering en haar prioritaire beleidsvoorstellen voor te leggen.

Bovendien wijst de Centrale Raad in dit advies op de tekorten en de veroudering in de statistieken.

Volgens de douane-statistieken zou de uitvoer van vele produkten zelfs hoger liggen dan de nationale produktie.

De laatst bekende gegevens over de activiteiten van de bouwsector dateren van 1985.

Ook de RSZ-gegevens nopens de werkgelegenheid zouden pas na 12 tot 18 maanden beschikbaar zijn.

Antwoord van de Staatssecretaris

De statistieken zijn inderdaad niet onmiddellijk beschikbaar. Van bepaalde activiteiten verwacht

à obtenir un recensement immédiat de certaines activités. Les statistiques sur lesquelles portent les contestations sont, même quand leur proportion est limitée, susceptibles de modifier sensiblement le résultat global.

Les statistiques dont il a été fait état à propos de l'évolution de l'emploi dans les PME et de l'effectif des indépendants ont été puisées à la source, avant même la publication des rapports annuels.

c) Appréciation générale de la politique des Classes moyennes

M. Verberckmoes reconnaît que certaines mesures positives ont incontestablement été prises (notamment la suppression de la cotisation de consolidation, l'augmentation de 2 % de la pension des travailleurs indépendants, l'exonération des cotisations patronales de sécurité sociale lors de l'insertion professionnelle de jeunes et l'emploi des chômeurs de longue durée).

Ces mesures positives sont toutefois largement compensées par une série d'autres mesures dans le secteur fiscal et social (la réforme fiscale a été réalisée au détriment des entreprises).

La politique menée accorde en outre une place insuffisante à l'élaboration d'un programme global pour les entreprises (en particulier les PME) et à la préparation des entreprises dans la perspective de la concurrence à laquelle elles seront vraisemblablement confrontées à partir de 1992 (marché unique).

d) Précompte mobilier

M. Verberckmoes renvoie à sa proposition de loi portant suppression progressive du précompte mobilier.

L'intervenant insiste sur la nécessité d'une uniformisation des systèmes en vigueur dans les pays de la Communauté européenne.

III. — VOTES

L'article 1^{er} est adopté par 10 voix contre une et 3 abstentions.

Les autres articles, ainsi que l'ensemble du projet, sont adoptés par 11 voix contre 2 et 2 abstentions.

Le Rapporteur,

Le Président,

M.-P. KESTELYN-SIERENS E. BALDEWIJNS

men tevergeefs een onmiddellijk overzicht. De statistieken waarop de kritiek slaat, kunnen het globale resultaat gevoelig wijzigen, zelfs indien hun aandeel beperkt is.

Voor de statistieken inzake de evolutie van de werkgelegenheid in de KMO's en van het personeel der zelfstandigen werd tot de bron gegaan, zelfs vóór de bekendmaking van de jaarlijkse verslagen.

c) Algemene beoordeling van het middenstandsbeleid

De heer Verberckmoes stelt dat recent ongetwijfeld een aantal positieve maatregelen werden genomen (onder meer afschaffing van de consolidatiebijdrage; verhoging van het pensioen van de zelfstandigen met 2 %; vrijstelling tot betaling van werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid bij de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces en de tewerkstelling van langdurige werklozen).

Deze positieve maatregelen worden echter overtroffen door een reeks andere ingrepen in de fiscale en sociale sector, die het bedrijfsleven al te zeer belasten (de fiscale hervorming werd doorgevoerd op de rug van het bedrijfsleven).

Er wordt bovendien weinig aandacht geschonken aan de opzet van een globaal beleidsprogramma voor de ondernemingen (in het bijzonder KMO's) en aan de voorbereiding van de ondernemingen op de te verwachten Europese concurrentie vanaf 1992 (Europese eenheidsmarkt).

d) Roerende voorheffing

De heer Verberckmoes herinnert aan zijn wetsvoorstel tot geleidelijke afschaffing van de roerende voorheffing.

Spreeker dringt aan op de uniformisering met de andere in de EEG vigerende stelsels.

III. — STEMMINGEN

Artikel 1 wordt aangenomen met 10 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

De overige artikelen alsmede de gehele begroting worden aangenomen met 11 tegen 2 stemmen en 2 onthoudingen.

De Rapporteur,

De Voorzitter,

M.-P. KESTELYN-SIERENS E. BALDEWIJNS